

J'aurais aimé adresser mes félicitations d'une manière particulière à tous les députés, spécialement ceux de la province de Québec, mais je dois faire certaines restrictions parce qu'il y a des députés, dans la province de Québec, qui ont été élus non pas en raison du suffrage populaire, mais grâce à une méthode électorale que l'on appelle chez nous la méthode de la corruption et de l'achat des votes.

Vous en avez eu un exemple il y a quelques instants en entendant l'honorable député de Sherbrooke (M. Allard). Le très honorable premier ministre (M. Diefenbaker) est venu dans la région des Cantons de l'Est avant et au cours de la lutte électorale, et il disait ces paroles, que j'extrais de la *Tribune* de Sherbrooke, édition du 24 mars 1958. En incitant les gens à élire des candidats conservateurs pour les représenter à Ottawa, il terminait en disant ceci:

...Envoyez-moi Maurice Allard à Ottawa si vous voulez que la nation sache où se trouve Sherbrooke...

Fait à noter, on a mentionné que le premier ministre avait l'intention de lui confier un poste important.

Je pourrais vous lire d'autres articles parus dans la *Tribune*, dans lesquels on relate qu'un groupe de députés et de candidats défaits, dans la région des Cantons de l'Est, se sont réunis pour demander à l'honorable premier ministre que l'on donne un poste de ministre au député de Sherbrooke. C'est malheureux, son intervention...

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député n'est pas dans la situation de celui qui prononce son premier discours à la Chambre. Aussi lui rappellerai-je que le sujet à l'étude est l'amendement proposé par l'honorable député d'Assiniboia, appuyé par l'honorable député de Kootenay-Ouest. Il porte sur des principes d'économie planifiée, et le commerce.

(Texte)

M. Boulanger: Monsieur l'Orateur, je vais me soumettre à votre décision et changer le ton de mon discours pour parler de domaines économiques desquels nous anticipons un meilleur standard de vie. L'agriculture en est un qui me touche et m'intéresse d'une manière particulière.

A la suite de l'évolution rapide des nouvelles conditions des marchés et de nouvelles méthodes culturales, je suis convaincu que le secteur d'activité vers lequel notre attention devra se tourner dans les quelques années à venir est celui de l'agriculture. Il n'y a pas de gens mieux placés que les libéraux, qui ont été au pouvoir jusqu'en 1957, pour s'en rendre compte.

En effet, le gouvernement libéral avait réussi, au cours des 22 dernières années, à améliorer le sort des cultivateurs d'une manière sûre et constante, et ceci par l'adoption de lois qui ne se sont jamais démenties. C'est au cours de cette période que nous avons vu la vente des produits agricoles augmenter, de 1936 à 1955, de 536 millions à 2 milliards 600 millions; nous avons vu les exportations augmenter,—toujours durant la période de 1936 à 1955,—de 200 millions à 1 milliard 346 millions. Je pourrais vous donner d'autres chiffres comme l'évaluation des instruments aratoires qui est passée de 3 milliards et quart à 6 milliards 800 millions.

La capitalisation pour les bestiaux, dans les bâtiments et l'outillage, est passée de 4 milliards 700 millions à 10 milliards 100 millions. Je pourrais continuer à vous citer d'autres chiffres. Qu'il me suffise de dire qu'au cours de cette période, les cultivateurs ont progressé d'une manière constante et certaine.

Cependant, je ne prétends pas que le gouvernement libéral avait trouvé une solution à tous les maux et résolu tous les problèmes. C'est la preuve que le problème de l'agriculture est complexe. Le gouvernement libéral, monsieur l'Orateur, n'avait cependant rien négligé pour adopter un programme aux conditions justes.

C'est alors qu'il a institué une commission royale sur les perspectives économiques du Canada et, entre autres, l'a chargée de faire une étude spéciale sur les perspectives agricoles.

C'est aussi en 1955 qu'il établissait un comité chargé de faire enquête sur l'utilisation des terres. Ce comité est encore à l'œuvre et nous espérons qu'il aura terminé ses travaux avant un changement de gouvernement.

Nous avons cependant le rapport de la commission Gordon, et c'est à la lumière des résultats de cette enquête que je fais mes observations et recommandations.

J'ai des doutes quant à la valeur qu'accordera à mes propos l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Harkness). C'est son privilège, comme ce le fut lorsqu'il remplaça la loi sur le soutien des prix agricoles; il est un peu comme notre premier ministre du Québec: tout ce qui vient des libéraux est mauvais, il faut le détruire, quitte à reprendre leurs idées par la suite, pour les mettre en pratique sous une autre forme.

Ce qui m'a le plus impressionné dans le rapport de la commission Gordon, c'est la grande différence qui existe entre la valeur des produits vendus par les fermiers de l'Ouest et ceux de l'Est. J'ai préparé un petit relevé et je donnerai quelques chiffres pour vous démontrer que les revenus des